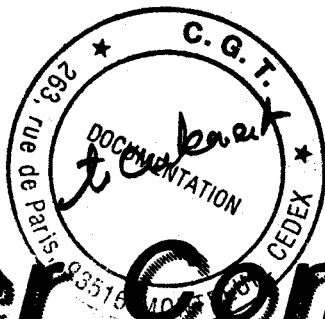


11 JAN. 1990



Courrier Confédéral

Bulletin d'information du Bureau Confédéral

SOMMAIRE

LUTTES - page 2

La victoire des NMPP
Une déclaration d'H.Krasucki

SANTE-PROTECTION SOCIALE-RETRAITE - page 5

Retraite à 60 ans,
Elections à la sécurité sociale
Convention médicale

UNION CONFEDERALE DES RETRAITES - page 7

Campagne nationale de l'UCR

PAIX DESARMEMENT - page 10

Entrer dans la dernière décennie du siècle
sous le signe de la paix et du désarmement

V.O. IMPOTS

LA PHASE DE COMMANDES

N'EST PAS TERMINEE !

Nombre d'organisations n'ont pas encore passé commande, et la tentation de se fournir au kiosque peut exister...

Il faut poursuivre l'activité des dispositifs en place.

Pour ceux qui disposent des journaux ; un double souci :

- assurer le placement de cette V.O. IMPOTS en insistant à la liaison avec notre démarche ; en particulier avec le placement des FNI et d'adhésions

- veiller à une remontée rapide des règlements financiers sans attendre la fin du placement de tous les exemplaires si cela retarde.

Et si une deuxième commande est nécessaire, appeler au :

(16) 1 40.40.36 49 ou 41, 40.40.36.53 ou 54

N° 855 - 15 janvier 1990

LA VICTOIRE DES N.M.P.P. ET DU LIVRE PARISIEN : LES RAISONS DE L'EFFICACITE

Une déclaration d'Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T.

Après une grève de sept jours, l'accord positif intervenu sur l'avenir des NMPP et des travailleurs de la distribution de la presse illustre bien les données actuelles des luttes sociales.

Obligés –par un rapport de forces– de composer avec les ouvriers des imprimeries pour trouver des solutions civilisées à une modernisation qui prenne en compte l'emploi, la formation et les garanties sociales, les leaders du patronat de la presse parisienne ont tenté un coup de force pour imposer une issue sauvage aux ouvriers de la distribution, donc des NMPP.

Il faut savoir que les NMPP sont une conquête démocratique et sociale de la Libération.

Avant la Seconde Guerre mondiale, la distribution dépendait de chaque journal. Seuls les plus riches en avaient les moyens complets et rapides. Les travailleurs de ce secteur étaient dépourvus de tout droit, de toute garantie.

La création des NMPP, en tant que coopérative de l'ensemble des journaux parisiens assurait à tous une certaine égalité de la distribution, notamment pour la presse dite d'"opinion" et les autres titres les moins riches. Elle assurait à l'usager d'avoir, le matin, le choix de son journal à égalité de distribution.

En ce sens, c'était –et c'est toujours– un avantage pour le pluralisme de la presse, et donc pour la démocratie.

Pour les personnels, cette création leur assurait la dignité, un statut social et des garanties collectives normales.

En fait, les leaders de la presse parisienne ont tenté, sous couvert de modernisation, de revenir à la situation d'avant-guerre.

Ils prétendaient supprimer, en dépit de déclarations d'intention apaisantes, l'instrument du pluralisme de la distribution et le statut des personnels voués aux petits boulots, à la précarité et à l'absence de garanties.

On retrouve là le comportement général du patronat et du gouvernement dans leur agression contre tous les statuts, toutes les garanties collectives : qu'il s'agisse de Renault, des fonctionnaires, des entreprises privées ou nationalisées, de toute activité économique.

C'est la mise en pratique de l'esprit et de la lettre même des directives de l'intégration européenne, le contenu réel de la si mal-nommée "charte sociale" chère au gouvernement français et au président de la République.

La combativité des travailleurs des NMPP et surtout le bloc uni, énergique et solidaire, constitué par l'ensemble des travailleurs des imprimeries de la presse parisienne et des Messageries, toutes catégories confondues, a mis cette tentative en échec. Elle a imposé un accord qui permet une modernisation nécessaire mais civilisée de la distribution.

Les NMPP conservent leur caractère initial et leur rôle favorisant en ce domaine un pluralisme de plus en plus mis en cause par la loi de l'argent.

Elles préservent le statut social pour les personnels et les garanties conquises en y ajoutant une solution correcte des problèmes d'emploi et de formation.

Une indispensable convention collective nationale de tous les personnels de la distribution, moralisant les systèmes parallèles ou sauvages dans lesquels les salariés sont traités comme des parias, viendra compléter ce dispositif économiquement efficace et socialement juste.

Il reste, bien entendu, à garder la mobilisation nécessaire et la capacité d'imposer jusqu'au bout dans la pratique la réalisation complète de cet accord.

D'ores et déjà, c'est une remarquable victoire qui vient d'être remportée. Elle est due à la combativité et à l'expérience de l'ensemble des travailleurs de la presse parisienne, à leur sens aigu de leur communauté d'intérêts, rejetant les tentatives de divisions et de concurrence catégorielles.

Désormais, il est établi que la presse parisienne constitue un tout solidaire depuis l'impression jusqu'à la distribution.

Cette victoire doit beaucoup à l'existence d'un syndicat CGT puissant dans l'ensemble de la presse parisienne –imprimeries et NMPP– auquel la majorité des travailleurs sont adhérents, bien organisés et vivant d'une façon démocratique.

Contrairement aux affirmations débitées de divers côtés, il n'y a pas de "monopole" CGT dans la presse parisienne ni aux NMPP, mais la confiance massive des travailleurs envers le syndicat qui exprime bien leurs intérêts et leur donne le moyen de les défendre avec succès.

Cette confiance s'exprime dans les élections, ce qui est bien.

Elle s'exprime aussi dans une syndicalisation exceptionnelle, ce qui est encore beaucoup mieux.

Ainsi, ces salariés de toutes professions et de tous grades se donnent les outils qui en font une force organisée, puissante, démocratique et efficace.

C'est ce qui vient de leur permettre une victoire marquante contre l'offensive patronale et gouvernementale visant à la destruction des conquêtes sociales et démocratiques.

Que cet exemple soit une source d'inspiration pour les salariés de toutes les branches d'activité, aux prises avec la même agression.

Combativité, ténacité, unité et solidarité dans une communauté d'intérêts bien comprise. Organisation puissante grâce à une syndicalisation CGT de masse, structurée, unitaire, résolue et tolérante, formant des travailleurs et des syndicalistes expérimentés : c'est le secret de la force syndicale moderne des salariés.

Parce qu'ils ne veulent pas subir, c'est par cette voie qu'ils savent imposer des solutions positives aux problèmes de modernisation répondant aux besoins réels de l'activité professionnelle tout en assurant les garanties et le progrès social pour tous les travailleurs.

La preuve est ainsi faite, dans une branche particulièrement sensible, qu'il est possible de mettre les agressions en échec et d'assurer partout des solutions neuves aux problèmes réels et non fictifs de modernisation et de développement avec les statuts, les garanties collectives, le progrès social et non pas en retournant à la préhistoire sociale.

Au nom du bureau confédéral de la CGT, je salue tous les travailleurs de la presse parisienne : imprimeries et NMPP, leur "comité inter" CGT, le syndicat du Livre parisien, la Fédération nationale CGT et leurs dirigeants.

S'il a fallu une grève aussi coûteuse, surtout pour les journaux pauvres, y compris pour celui qui, quotidiennement, donne la parole à la CGT, soutient les revendications et les luttes des travailleurs -l'"Humanité"- lequel vient dans ce conflit même, d'exprimer sa solidarité avec les objectifs poursuivis et, maintenant, atteints par les salariés avec leur syndicat CGT, la responsabilité en incombe totalement aux magnats de la presse.

Contrairement à une longue pratique de négociations ayant fait leurs preuves dans la profession -tant dans les imprimeries qu'aux NMPP- ceux -ci ont tenté un coup de force qui rendait inévitable une riposte vigoureuse.

Du moins l'issue victorieuse associe-t-elle les intérêts des salariés aux intérêts des journaux pauvres et maintient-elle le système coopératif dont l'éclatement aurait durement aggravé les inégalités déjà lourdes dues aux privilèges du capital.

Il y a bien un avenir autre que la décadence économique, démocratique et sociale organisée par le patronat et le gouvernement au nom du profit et de l'intégration européenne telle qu'ils la font.

En ponctuant de la sorte l'année qui se termine, les travailleurs de la presse parisienne et des NMPP démontrent que rien n'est perdu, tout reste possible si dure que soit la lutte.

Cela vaut pour les Renault comme pour les Finances, les Peugeot et tous les salariés engagés dans un combat dont dépend l'avenir de la France au plan social comme aux plans économique, industriel, démocratique et en tant que nation de rang mondial.

Montreuil, le 22 décembre 1989



**RETRAITE A 60 ANS
ELECTIONS A LA SECURITE SOCIALE
CONVENTION MEDICALE**

Le 4 Pages "Avenir-Sécu" : un outil pour le débat, l'action, le renforcement.

COMMENT S'EN SERVIR ?

Reproduit ou adapté, il est utilisé en tract, en journal, en bulletin, pour être popularisé le plus largement possible.

Déjà près de 500.000 exemplaires circulent. Plusieurs milliers de pétitions ont été rassemblées. Il faut faire beaucoup plus.

POUR LES MILITANTS, c'est un argumentaire global, cohérent, sur l'ensemble de la Protection Sociale, pour aller au contact, au débat, à l'adhésion.

Alerter les salariés, la population, les retraités sur les projets du gouvernement et du patronat.

Faire connaître, partager et soutenir les propositions de la CGT largement.

POUR LES SALARIES :

C'est un document d'information et un moyen d'action pour exprimer leur mécontentement et leurs exigences, par la signature massive des pétitions, la participation aux initiatives.

POUR LES ORGANISATIONS DE LA CGT :

C'est un élément d'animation et d'impulsion pour prendre les initiatives qui s'imposent dans le cadre de la bataille générale pour le Pouvoir d'Achat, l'emploi, les acquis sociaux, les garanties collectives, les statuts, la protection sociale.

COMMENT L'ACTUALISER ?

Le contenu n'est jamais dépassé. Chaque dossier doit être actualisé en fonction des urgences de l'actualité :

- Sur la retraite à 60 ans, pour exiger du patronat et du gouvernement que le financement des retraites complémentaires soit assuré au-delà du 31 Mars 1990.

- Sur les élections des administrateurs, pour qu'elles aient lieu rapidement et démocratiquement conformément à la loi et la volonté majoritaire de 73 % des gens interrogés par la SOFRES.

- Sur la Convention Médicale, pour imposer des négociations permettant d'aboutir à un accord garantissant le retour à un meilleur remboursement pour les assurés.

- Sur les Allocations Familiales, pour qu'elles soient portées à 1 000 F/enfant dès le premier, en dénonçant l'allègement des cotisations patronales ramenées à 7 % au 1er Janvier.

- Sur l'hôpital : protester contre le forfait hospitalier passé à 31 Francs et défendre la mission de service public garantissant l'égalité des droits aux soins.

- Sur les ressources de la Sécurité Sociale qui doivent être assurées par un financement à l'entreprise et non pas une contribution généralisée qui frappe majoritairement les salariés.

- Sur les propositions de financement de la CGT : arrêter l'exonération massive des charges sociales pour le patronat, faire grandir la nécessité d'imposer une contribution de 13,6 % sur les revenus financiers du capital.

PAS DE TEMPS A PERDRE :

Les échéances se jouent dans les semaines qui viennent. Le Gouvernement prépare un grand débat parlementaire sur l'ensemble de la Protection Sociale au Printemps pour y porter des coups décisifs.

C'est maintenant qu'il faut alerter, rassembler, mobiliser les salariés massivement à partir des besoins dans les entreprises, rassembler les pétitions au plus près des salariés, agir avec eux en direction du gouvernement et du patronat. Faire connaître et populariser les initiatives en cours, dans la presse, dans la CGT, parmi les salariés.

MONTREUIL, le 5 JANVIER 1990



CAMPAGNE NATIONALE DE L'U.C.R.

LA PAROLE AUX RETRAITES

Le dernier Conseil national de l'U.C.R. réuni les 22 et 23 novembre 1989 a décidé le lancement d'une campagne nationale de rencontres, de débats avec les retraités, pré-retraités et veuves leur permettant :

- d'exprimer leurs besoins et aspirations dans toute leur diversité (protection sociale, pouvoir d'achat, loisirs, sécurité, logement, cadre de vie, etc...)
 - de connaître les propositions avancées par la C.G.T. et son U.C.R. et d'en discuter.
 - de décider avec les organisations de l'U.C.R. au plan local, départemental et professionnel, du contenu et de l'élaboration de leurs revendications :
- * des moyens à adopter pour leur assurer une large expression ;
 - * des modalités d'action à entreprendre pour en obtenir la prise en compte.

LE LANCEMENT DE LA CAMPAGNE

Le lancement de cette campagne qui en tout état de cause s'étalera sur plusieurs semaines doit intervenir à la mi-janvier 1990.

Un premier bilan en sera établi lors de la tenue du prochain Comité général de l'U.C.R. fixé au 14 et 15 mars 1990.

Dans l'immédiat, l'U.C.R. s'emploie à informer les Unions syndicales et fédérales de retraités de l'initiative ainsi décidée, à montrer en quoi elle se différencie d'une simple consultation et par conséquent à mettre en évidence combien l'ampleur que nous saurons lui donner sera déterminante pour accroître l'engagement des retraités dans l'action et leur syndicalisation dans l'U.C.R.-C.G.T.

C'est ainsi que l'appel adopté par le Conseil national fait l'objet d'une publication dans le journal de l'U.C.R. "VIE NOUVELLE" de décembre, journal auquel rappelons le, plus de 70.000 adhérents sont abonnés.

Là est le moyen de lui assurer sans tarder une bonne popularisation.

Pour autant, elle ne saurait être considérée comme suffisante.

L'existence de plus de 8 millions de retraités en France fait obligation de voir beaucoup plus grand.

C'est la raison pour laquelle la reprise et la diffusion à grand tirage de l'adresse aux retraités qui vient d'être évoquée, doit être un objectif pour toutes les organisations de l'U.C.R. et notamment pour les Unions syndicales dans les départements et localités, (son texte a également fait l'objet d'une publication dans le bulletin "U.C.R. ACTUALITES").

LE MATERIEL MIS A DISPOSITON

1°/ d'ici la mi-janvier, l'U.C.R. aura procédé à l'édition d'un dépliant ayant pour titre : "PARLER C'EST DEJA AGIR".

Bien utilisé à l'occasion des rencontres qui vont se multiplier dans les semaines à venir cette publication de contact, d'ouverture à la discussion avec les retraités devrait permettre à chacun d'eux de consigner ses problèmes, besoins et aspirations.

Le moment venu il conviendra de préciser les conditions dans lesquelles les indications ainsi obtenues pourront être regroupées, analysées et synthétisées.

Les organisations de l'U.C.R. en seront avisées en temps voulu.

Concernant le dépliant, deux précisions :

a) il fera l'objet d'une insertion dans le numéro de "VIE NOUVELLE" paraissant début février.

b) un tirage supplémentaire de 100.000 exemplaires en sera assuré.

Ces derniers seront ventilés pour l'essentiel dans les Unions syndicales des retraités, structures les plus proches de la population à laquelle il va falloir s'adresser.

L'adoption d'une telle disposition n'atténue en rien les responsabilités incombant par ailleurs aux Unions fédérales.

Outre le fait qu'elles disposeront d'un contingent de dépliants leur permettant de populariser dans leurs milieux professionnels l'initiative de l'U.C.R. elles auront :

- d'une part à veiller à ce que leurs sections concourent de façon active dans les U.S.R. à l'organisation des rencontres avec les retraités dans les départements et localités.

- d'autre part à rechercher l'établissement d'une coopération fructueuse avec les Unions syndicales.

2°/ Egalement à la mi-janvier, l'U.C.R. sera en mesure de mettre à disposition de ses organisations une affiche tirée à 6.000 exemplaires. Sans prétendre ici en assurer la présentation, l'on peut toutefois préciser que sa conception, son graphisme en feront un matériel d'information, de propagande de l'U.C.R. utilisable dans les lieux publics.

POUR MENER AU SUCCES L'INITIATIVE DE L'U.C.R.

L'U.C.R. est donc engagée dans une campagne visant tout à la fois:

- la rencontre, la discussion avec les dizaines de milliers de retraités, permettant à ceux-ci d'exprimer leurs besoins et aspirations.

- Leur engagement dans l'action.

- Leur syndicalisation à l'U.C.R.-C.G.T.

Adaptation de notre stratégie syndicale au monde des retraités, elle participe à l'effort de mobilisation entrepris par toutes les organisations de la C.G.T. pour rassembler les travailleurs dans l'action qu'implique notamment la défense de la protection sociale, du pouvoir d'achat, des salaires et pensions, des droits et libertés.

Ne serait-ce que de ce point de vue, il était indispensable pour l'U.C.R. d'informer les Unions départementales, Fédérations et Unions locales du lancement de cette action mi-janvier.

Son annonce parmi les organisations de l'U.C.R., a reçu un accueil très favorable, ce qui augure d'un bon engagement de leurs collectifs de militants.

Pour autant, rien de trop ne sera fait afin de mettre les Unions syndicales et fédérales de retraités en situation de contribuer de la meilleure façon, notamment à l'organisation, l'animation de rencontres avec les retraités, et à leur multiplication.

En ce sens, l'attention que sauront accorder les Unions départementales, Fédérations et Unions locales à l'activité développée par les unes et les autres, de même que l'aide qu'elles pourront, chaque fois que possible, leur apporter, seront autant de concours précieux apportés dans la conduite de la campagne nationale d'expression, d'action et de syndicalisation des retraités.

P A R L E R

**C'EST
DEJA
AGIR**

UNION CONFÉDÉRALE DES RETRAITÉS C.G.T.

Supplément à « Vie Nouvelle n° 44 »
journal de masse de l'UCR-CGT.

ENTRER DANS LA DERNIERE DECENNIE DU SIECLE SOUS LE SIGNE DE LA PAIX ET DU DESARMEMENT

Nous abordons la dernière décennie du siècle dans un monde de bouleversement.

La tragédie roumaine est encore dans nos esprits en raison de son caractère dramatique et sanglant. Nous avons vécu ces événements avec une telle émotion que beaucoup de choses se sont trouvées relativisées.

Mais, la lutte de libération du peuple roumain va dans le même sens que l'histoire récente qui s'écrit. Elle rejoint l'exigence universelle de liberté, de démocratie, de bien-être qui se manifeste dans le monde avec force et se concrétise tout particulièrement sur notre continent en faisant reculer le climat de guerre froide qui avait prévalu jusqu'ici.

Il y a des liens étroits entre ces événements et le souffle de renouveau que les forces pacifistes et progressistes du monde ont imposé dans les relations internationales, en matière de désarmement, de coopération, de compréhension mutuelle entre les peuples.

Leurs tâches se sont trouvées facilitées par la "pérestroïka" menée par l'URSS sous l'impulsion de M. GORBATCHEV.

Nous devons rester lucides pour autant. Le recours à la force, les interventions militaires n'ont pas encore disparus. Celle des Etats-Unis au Panama, les 900 morts palestiniens victimes de la répression du gouvernement d'Israël sont là pour le rappeler.

D'autres foyers de guerres, de tensions, de répressions continuent de faire des victimes innocentes.

Le poids du surarmement dans le monde, le pillage du Tiers-Monde sont toujours des réalités.

Pour autant, une situation plus favorable à la Paix et au désarmement existe aujourd'hui après l'accord de la destruction des euromissiles américains et soviétiques et la rencontre de Malte en décembre dernier entre ces deux pays.

Des accords sont possibles, en 1990, entre l'URSS et les Etats-Unis avec leurs alliés respectifs pour :

- . Réduire de moitié les armements conventionnels des pactes de Varsovie et de l'OTAN, en Europe ;
- . Réduire de moitié les armements nucléaires stratégiques des deux grandes puissances ;
- . Aboutir à la destruction progressive des armes chimiques ;
- . Aller vers l'arrêt des essais nucléaires ;
- . La tenue d'une Conférence des pays européens avec les Etats-Unis et le Canada pour la sécurité et la coopération en Europe.

Ce sont des encouragements pour :

- . Maintenir la pression des opinions publiques auprès des gouvernements ;
- . Poursuivre notre combat pour la destruction de toutes les armes nucléaires, chimiques et bactériologiques et la réduction significatives des armes conventionnelles d'ici l'An 2000.

NOUS AVONS DES RAISONS PARTICULIERES D'AGIR

Les besoins qui s'expriment, les luttes revendicatives récentes, les études économiques mettent en relief la nécessité de prendre des mesures énergiques pour :

- . Faire reculer la pauvreté et la précarité ;
- . Donner les moyens pour l'école, la formation et la recherche ;
- . Assurer l'accès aux soins et à une protection sociale pour tous.

Les moyens financiers existent :

- . Les profits, les marges financières battent des records ;
- . Les OPA, la lutte pour le contrôle des multinationales révèlent l'ampleur des trésors de guerre qui servent contre l'emploi et les salariés.

Il faut s'attaquer aussi à la course au surarmement et à la loi de programmation militaire.

- . Celle-ci va coûter 440 milliards de francs pour les quatre ans à venir ;
- . Le programme HADES, à lui seul, coûte 17 milliards ;
- . Sur cinq mille francs d'impôts, **mille francs** sont pour les dépenses militaires ;
- . Un essai nucléaire, c'est l'équivalent d'une augmentation de 1 500 francs pour 350 000 fonctionnaires.

Le surarmement nucléaire est un gouffre financier et ne garantit pas notre sécurité.

- . La France refuse de s'inscrire dans le processus de désarmement mais accroît la puissance de feu de l'armée nucléaire ;
- . Elle poursuit les essais nucléaires dans ce but ;
- . Elle construit la fusée HADES, équipée de la bombe à neutron, conçue pour atteindre la RDA, la Pologne, la Hongrie alors que l'on prétend développer la coopération avec ces pays ;
- . Elle ouvre les portes aux sociétés d'armement étranger en cassant le statut des arsenaux qui constituent un des éléments de l'indépendance nationale.

Notre bataille intitulée : "**Des milliards pour la vie, pas pour la mort**" reste d'une brûlante actualité.

Elle doit être partie intégrante de la lutte revendicative générale, quotidienne sur le lieu du travail et dans l'entreprise.

Elle doit trouver place dans nos arguments, nos mots d'ordre d'action, nos initiatives pour les salaires, les conditions de travail, la défense de l'emploi, de la sécurité sociale, de la retraite à 60 ans... et pour une économie tournée vers la satisfaction des besoins.

Cette bataille doit se concrétiser par des initiatives diversifiées et de ce point de vue, la pétition garde toute sa valeur comme moyen de contact et d'expression de masse.

Dans le même temps, il faut que se fasse entendre la voix des travailleurs et des forces pacifistes à l'échelle nationale et internationale.

La CGT prendra toute sa place dans les initiatives en faveur de la Paix et du Désarmement, notamment :

- Le 25 mars avec le Mouvement de la Paix contre les fusées HADES,
- Le 20 mai avec l'Appel des Cent à Paris.

